

Bio express

Etat civil

Olivier Noblecourt – né le 5 juillet 1976 à Paris

Marié, 3 enfants : Mathias (né en 2003), Aurore (née en 2005) et Nathan (né en 2006)

Vit à Grenoble depuis 1995 (quartier grands boulevards)

Mandat et responsabilités politiques

membre du parti socialiste depuis 1994

adjoint au Maire de Grenoble, chargé de l'action sociale et familiale

vice-Président du CCAS de Grenoble

conseiller communautaire à la Métro

co-président de la commission « Logement – Habitat » à la Métro

vice-Président d'Actis, bailleur social

président de Sud-Isère Téléalarme

administrateur du CHUG et de l'Association de Gestion des Centres de Santé

administrateur de la SDH, bailleur social, et de la SEM Sages

membre du conseil d'administration de l'Union Nationale des CCAS

Mes valeurs et convictions (en quelques lignes...)

La lutte contre les inégalités sociales

La colère ou le sentiment de révolte est le moteur de mon engagement politique, qui s'inscrit sans exclusive dans l'histoire des familles de la gauche, de l'anarchosyndicalisme au radicalisme. Militant socialiste, c'est d'abord la réduction des inégalités sociales qui doit à mon sens guider les politiques publiques, qu'elles soient fondées sur des discriminations ou issues de systèmes économiques. Je crois aux régulations, aux règles fixées par la loi, ainsi qu'à la nécessité de compenser les inégalités par la redistribution. Je milite pour l'égalité réelle, qui n'est pas l'égalitarisme administré mais l'égalité des possibles pour chacun, l'égalité des chances. En ce sens, l'éducation doit être la première des politiques sociales.

L'école face aux déterminismes, la recherche face aux fatalités

Notre modèle européen, c'est une société de culture et de connaissance, qui fonde son pacte social sur la capacité d'émancipation de chacun par l'étude et le travail. Le service public de l'éducation est l'outil de cet idéal. Il doit être étendu à la petite enfance et proposer à tous les enfants, dès le plus jeune âge, les moyens de son développement, de son épanouissement, dans une logique d'endiguement de la reproduction sociale. Loin de l'égalitarisme, ce service public doit clairement concentrer ses moyens vers les plus fragiles et les plus précaires. Il doit enfin développer une offre éducative globale, incluant les valeurs républicaines, le respect de soi et des autres, la connaissance des grands mouvements de pensées et des religions.

Continuum logique de l'investissement éducatif, la priorité à la recherche marque la réalité progressiste d'une société. Le désir de changement et la vision positive de l'Homme, consubstantiels à l'histoire de la gauche, sont au fondement de la recherche. Investir dans la recherche, c'est donner du sens au mot « futur », c'est se donner les moyens d'une croissance économique fondée sur des atouts endogènes, c'est au final refuser de subir.

La société de confiance, la fraternité dans la République

Après 30 années de crise économique, sociale et morale, notre société est aujourd'hui gouvernée par la peur. Cette peur diffuse induit des logiques de repli sur soi et d'intolérance qui conduisent nos mécanismes de solidarité à être gangrenés par la suspicion. Les mots ont changé : l'assistantat a supplanté l'aide sociale dans bien des représentations, même à gauche, et la lutte contre la fraude semble prioritaire sur l'accès aux droits et aux services. Or,

l'assistanat comme la fraude sont des réalités sociales marginales, des représentations fantasmatiques de « mauvais pauvres » utilisées par la droite pour discréditer les politiques de solidarité, alors que le besoin d'aide sociale est criant et que le non recours à certaines aides, comme le RSA ou la CMU-C atteint des proportions graves.

Je crois que la gauche doit regagner ce combat de fond qu'elle a perdu : celui de défendre la solidarité, sans contrepartie, celui de faire confiance dans les citoyens les plus fragiles, celui de dénoncer les causes de la pauvreté plutôt que d'en stigmatiser les conséquences en termes de comportements sociaux. Nous devons reprendre notre mission historique qui est d'être d'abord les porte-paroles des exclus, des précaires, de ceux qui souffrent et qui perdent systématiquement à chaque « réforme » de notre société. C'est en ce sens que la recherche de la fraternité doit être au cœur du discours politique de la gauche (et du contenu de ses actions !), parce que la fraternité suppose la reconnaissance de l'Autre, donc la confiance.

Refuser la société de la peur et de la concurrence des misères pour rebâtir une société de confiance, qui croit en sa jeunesse, qui considère ses seniors comme une chance et non comme une charge, qui s'enrichit de sa diversité... tel est le défi que la gauche doit relever.

La société laïque et cosmopolite

La laïcité est le premier pilier de notre République. J'en défends une vision positive, qui ne nie pas le fait religieux dans la sphère privée mais le sépare rigoureusement de la chose publique. Respecter les croyances individuelles tout en refusant qu'elles influent sur les politiques publiques, c'est permettre à tous les citoyens de prendre leur place au sein de la République. Je refuse le débat sur l'assimilation plus ou moins possible de telle ou telle culture, de cette ou telle foi religieuse. C'est à notre société d'assimiler l'ensemble des cultures qui la composent, pas aux individus de « mériter » un brevet de « francitude » aux relents maurassiens. Cela suppose deux convictions : la laïcité n'est pas aménageable ou négociable d'une part ; notre société est par essence cosmopolite, d'autre part, donc il n'existe pas d'autre identité commune que la République en tant que « principe spirituel », selon la belle définition d'Ernest Renan. Là encore, la gauche doit reprendre le combat de fond sur ses valeurs internationalistes.

La nouvelle société du changement climatique doit être pensée pour les plus faibles

Face au risque pour notre planète, je crois à l'impérieuse nécessité d'une société qui sortirait d'une culture de la consommation et de l'immédiateté pour aller vers la sobriété énergétique, la réhabilitation des échanges non marchands et la valorisation des satisfactions liées aux échanges humains, à l'engagement ou l'activité collective, plutôt qu'à la détention d'un bien. Pour autant, ce changement de société qui s'amorce ne doit pas être pensé exclusivement, comme c'est trop souvent le cas, en fonction des modes de vie des plus favorisés. Les précaires et les classes moyennes fragilisées pratiquent depuis longtemps une sobriété – subie – tant en termes de consommation que de dépenses énergétiques (logement et déplacements). Demain, le renforcement des normes environnementales risque d'accroître l'écart entre ceux qui peuvent suivre le changement nécessaire et ceux qui le subiront, sans pouvoir changer de voiture, d'ampoules ou réhabiliter leur maison ou appartement. Une nouvelle fois, le risque est grand que s'ajoute à la stigmatisation sociale une condamnation morale des plus fragiles.

La gauche doit refuser cette logique et proposer, comme elle a su le faire lors de la révolution industrielle à la fois de nouveaux droits sociaux (le code du travail à l'époque) et de nouveaux droits démocratiques (le syndicalisme), qui doivent être liés. Ces nouveaux droits sociaux pourraient être des services collectifs liés au changement climatique, des impôts négatifs pour redistribuer des moyens financiers ciblés sur de nouveaux modes de vie, des réglementations indexées sur la capacité des plus fragiles. En termes de démocratie, cette nouvelle société appelle de nouveaux droits pour le citoyen, qu'il s'agisse de participation aux décisions publiques, notamment locales, ou de contrôle de l'activité économique, de surveillance des nuisances et des pollutions, d'accès global à l'information... Nous devons remettre l'imagination au pouvoir !